



**COUNCIL OF  
THE EUROPEAN UNION**

**Brussels, 16 May 2014  
(OR. en, fr)**

**9935/14  
ADD 3**

**ECOFIN 491  
UEM 144**

**COVER NOTE**

---

From: Aude Pohardy, Conseiller, Permanent Representation of France to the EU  
date of receipt: 13 May 2014  
To: Carsten Pillath, Director-General, DGG-Economic Affairs and  
Competitiveness General Secretariat of the Council of the European Union

---

Subject: Stability Programme of France for the period 2014-2017

---

Delegations will find attached the summary of the Stability Programme of France for the period 2014-2017 in French and in English.

# Une stratégie pour plus de **croissance** et d'**emploi**

Programme de stabilité 2014-2017

L'économie française a connu en 2013 une année de croissance faible (0,3 %), même si des signes encourageants sont apparus en fin d'année – reprise de l'investissement et de l'emploi privé, pour la première fois depuis deux ans. Après 5 années d'atonie, l'activité en France retrouve fin 2013 son niveau d'avant crise.

La croissance est aujourd'hui de l'ordre de 1 % par an. Mais le chômage reste à des niveaux élevés, notamment pour les jeunes. Et notre économie continue à souffrir d'une compétitivité insuffisante par rapport à ses partenaires.

**La priorité pour le Gouvernement est de permettre à la croissance d'accélérer et à l'emploi privé de progresser de manière durable.**

Ce sera la meilleure contribution au pouvoir d'achat des ménages, notamment de ceux qui sont les premières victimes d'une économie insuffisamment dynamique.

**La stratégie du Gouvernement est double : renforcer notre économie et sa capacité à créer de l'emploi, tout en faisant des efforts ciblés pour le pouvoir d'achat des plus modestes ; poursuivre le redressement de nos comptes publics pour regagner des marges de manœuvre et faire baisser la dette publique pour retrouver de la souveraineté, tout en assurant le financement de nos priorités – éducation, justice et sécurité.**

C'est tout l'objet des politiques mises en œuvre, que retracent le programme de stabilité ainsi que le programme national de réforme qui l'accompagne, transmis chaque année par tous les États membres à la Commission européenne.

**Cette stratégie s'articule autour de la mise en œuvre du Pacte de responsabilité et de solidarité, en parallèle à un effort de ralentissement de la dépense – 50 Mds€ d'économies sur la période 2015-2017.**

En restaurant les marges des entreprises, en améliorant leur compétitivité et en créant un choc de confiance dans l'économie, elle permettra aux entreprises d'exporter, d'investir et d'embaucher davantage, et aux ménages de davantage soutenir l'économie. Au total, la croissance devrait atteindre +1 % en 2014 puis accélérer ensuite à +1,7 % en 2015 et +2,25 % en 2016-2017, le Pacte de responsabilité et de solidarité permettant de majorer la croissance de 0,5 % sur la période.



# Le Pacte de responsabilité et de solidarité pour accélérer la reprise et le pouvoir d'achat

**Le Pacte se déploiera progressivement jusqu'en 2017.** Il permettra de rehausser l'activité d'un demi-point et de générer près de 200 000 emplois supplémentaires.

**Le coût du travail, déjà réduit par le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE), sera à nouveau allégé pour porter la baisse totale à 30 Mds€.** Ainsi d'ici 2016, il n'y aura plus aucune cotisation Urssaf au niveau du Smic – en dehors des cotisations chômage – et les cotisations d'allocations familiales seront allégées pour les salaires allant jusqu'à 3,5 Smic (soit pour les 90 % des salariés, rémunérés jusqu'à 5 000 € brut /mois).

**En complément, la fiscalité pesant sur les entreprises sera modernisée et réduite :** la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S), calculée sur le chiffre d'affaires et non pas sur les profits de l'entreprise, sera réduite à partir de 2015 puis supprimée totalement à l'horizon 2017 ; la contribution exceptionnelle à l'impôt des sociétés sera supprimée à horizon 2016 et le taux normal de cet impôt baissera dès 2017 pour atteindre 28 % en 2020.

**Parallèlement, dès 2014, les prélèvements sur les ménages modestes seront allégés.** A compter de 2015, la baisse des cotisations salariales permettra un gain de pouvoir d'achat sur la feuille de paie, qui atteindra 500 euros par an pour un travailleur payé au SMIC. Au total **ce sont 5 Mds€ de mesures en faveur des ménages modestes qui seront prises d'ici 2017.**

## Un effort d'économies inédit, avec une réforme en profondeur de l'action publique

**50 Mds€ d'économies sur 2015-2017 par rapport au rythme naturel d'évolution, c'est ce qu'il faut pour ramener la progression de la dépense publique au rythme de l'inflation.** C'est ce qui nous permettra de poursuivre la réduction des déficits sans augmentation des impôts.

**Cet effort sera réparti équitablement entre administrations publiques, en proportion de leur part dans la dépense publique totale ; il sera également réparti entre les générations :**

- **L'État et ses opérateurs** prendront toute leur part (18 Mds€ en trois ans), en gagnant en efficacité et en maîtrisant mieux encore leurs coûts ;
- **Les collectivités territoriales**, dont la dépense reviendra au rythme de l'inflation, contribueront à hauteur de 11 Mds€, au travers d'une organisation réformée ;
- **L'assurance maladie** économisera 10 Mds€ avec le déploiement de la stratégie nationale de santé, qui garantit la qualité des soins et le niveau de remboursements ;
- Et 11 Mds€ seront apportés par la **protection sociale**, grâce aux réformes déjà adoptées (retraites et politique familiale notamment) et aux mesures à venir (notamment gains d'efficacité dans la gestion des caisses et stabilisation en valeur des prestations sociales hors minimas sociaux pendant un an).

# Réduire les déficits en tenant nos engagements

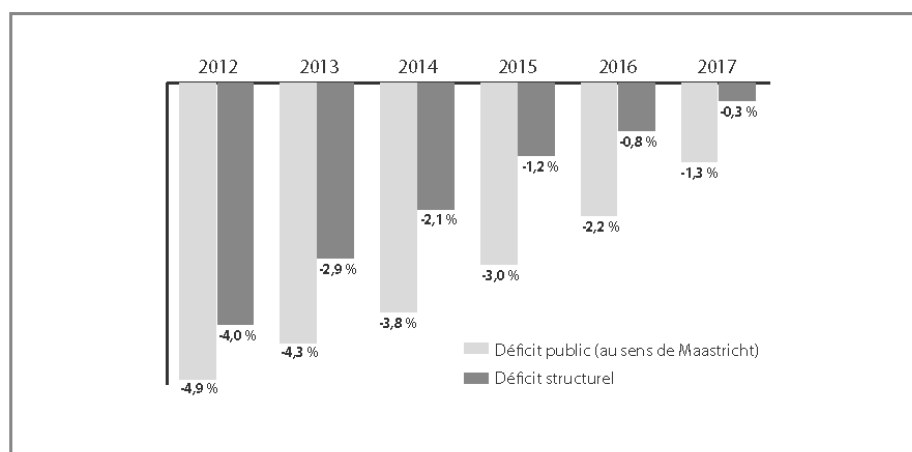
**L'objectif de 3 % de déficit en 2015 est maintenu.** Réduire le déficit public est la condition de la stabilisation puis de la diminution de la part de la dette dans le PIB.

C'est aussi la condition de la croissance.

Réduire le déficit public, c'est l'assurance du maintien de conditions de financement favorables pour l'État et derrière lui, pour les entreprises qui investissent et embauchent, et pour les ménages.

Réduire le déficit public, c'est aussi la garantie que la voix de la France continue à porter en Europe – et que les pays qui sont les plus fragiles peuvent compter sur une France présente à leurs côtés.

**Le rétablissement de nos comptes à l'œuvre depuis deux ans se poursuivra jusqu'à la fin du quinquennat :** le solde structurel sera proche de l'équilibre à l'horizon 2017, grâce à un ajustement de 0,8 point par an en 2014 et 2015 puis de 0,5 point ensuite.



## Qu'est-ce que le déficit public et le déficit structurel ?

**Le déficit public correspond à la part des dépenses des administrations publiques (État, collectivités locales et sécurité sociale, y compris la charge de la dette) non couverte par des recettes, issues pour l'essentiel des prélèvements obligatoires. Il est exprimé en point de PIB, c'est-à-dire en part de la richesse nationale.**

**Le déficit structurel correspond au solde public corrigé de l'impact de la conjoncture sur la situation des finances publiques. Lorsque la croissance est faible, certaines dépenses publiques augmentent, certains impôts (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés) diminuent. L'élimination de ces effets conjoncturels conduit à évaluer la situation structurelle des finances publiques. Le pilotage par le déficit structurel permet une appréciation qui prend mieux en compte la réalité économique.**

## Des dépenses maîtrisées, des prélèvements qui commencent à baisser

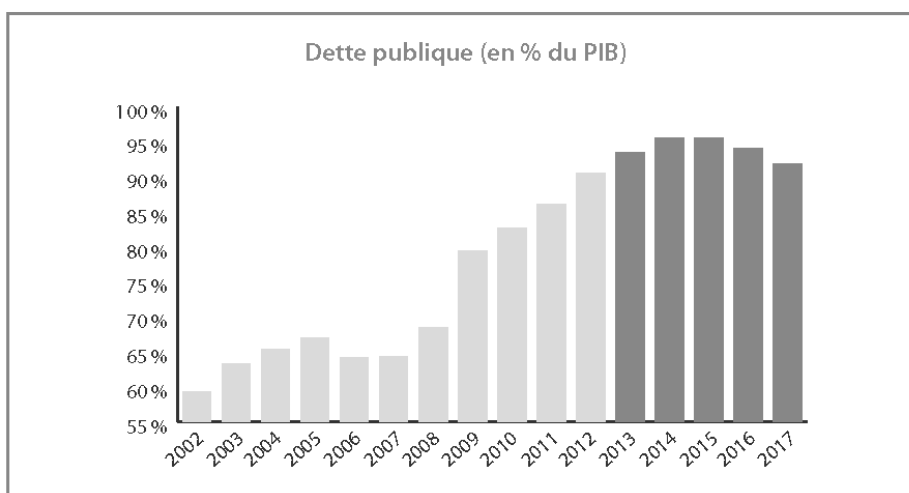
**Avec la mise en œuvre du Pacte de responsabilité et de solidarité, et grâce aux 50 Mds€ d'économies, la part des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires dans le PIB baissera sur l'ensemble de la période 2014-2017.**

Le ralentissement des dépenses publiques au rythme de l'inflation permettra de ramener les dépenses publiques à 53,5 % du PIB en 2017, soit leur niveau moyen d'avant crise.

Ce choix est exigeant et inédit. Mais c'est ce qui nous permettra de poursuivre la réduction des déficits sans décider de nouveaux impôts : entre 2014 et 2017, le taux de prélèvements obligatoires reculera de 0,6 point.

## Une diminution de la dette à l'horizon du quinquennat

La dette est passée de 65 % du PIB en 2007 à plus de 90 % en 2012 lors du quinquennat précédent. Et les déficits que nous avons trouvés en 2012 conduisaient inexorablement à une progression de l'endettement. Grâce à l'ensemble des décisions prises pour soutenir l'activité et l'emploi d'une part, pour réduire les déficits d'autre part, **le poids de la dette, qui représentait 93,5 % de la richesse nationale en 2013, diminuera dès 2016.** C'est, avec la baisse des déficits, un signe fort que la France retrouve la maîtrise de son avenir, et reconquiert sa souveraineté financière.



23 avril 2014

# A strategy for more growth and more jobs

Stability Programme 2014-2017

France's economy posted weak growth of 0.3% for the year in 2013. However, there were encouraging signs towards the end of the year, when private sector employment and investment picked up for the first time in two years. After 5 years of subdued economic activity, France's GDP at the end of 2013 was back at its pre-crisis levels.

Annual growth now stands at around 1%. But unemployment remains high, particularly for young people. And our economy still lags behind our partners on competitiveness.

**The priority for the Government is to achieve faster growth and a sustainable increase in private sector jobs.**

This is the best way of enhancing the purchasing power of households, especially those that have been the hardest hit by a sluggish economy.

**The Government's two-pronged strategy is designed to strengthen our economy and its capacity to create jobs, while making targeted efforts to increase the purchasing power of the least well-off and to continue to consolidate our public finances to regain fiscal room for manoeuvre and decrease government debt to reclaim our sovereignty, while financing our priorities - education, justice and security.**

This is the purpose of our policies, which are set out in the Stability Programme and in the accompanying National Reform Programme that all Member States submit to the European Commission each year.

**This strategy hinges on the implementation of the Responsibility and Solidarity Pact, combined with an effort to reduce spending and achieve savings of €50 billion between 2015 and 2017.**

By restoring companies' profits, bolstering their competitiveness and creating a positive confidence shock, it will enable businesses to export more, invest more and hire more. It will also enable households to spend more and support the economy. Overall the growth rate is expected to stand at 1% in 2014 and then rise to 1.7% in 2015 and 2.25% in 2016-2017, with the Responsibility and Solidarity Pact adding 0.5% to growth over that period.



# The Responsibility and Solidarity Pact will boost the recovery and purchasing power

**The Pact will be deployed in stages up until 2017.** It will add half a percentage point to growth and create nearly 200,000 additional jobs.

**The cost of labour has already fallen as a result the Competitiveness and Employment Tax Credit (CICE) and it will be cut further for a total reduction of €30 billion.** By 2016, there will no longer be any social security payroll contributions on minimum-wage jobs, other than unemployment insurance contributions. Family allowance contributions will be reduced on jobs paying up to three and a half times the minimum wage. Such jobs, paying up to €5,000 per month before deductions, represent 90% of payroll employment.

**In addition, business taxes will be streamlined and reduced:** the corporate social solidarity contribution (C3S), which is based on turnover and not on income, will be reduced starting in 2015 and phased out by 2017; the exceptional corporate income tax payment for large corporations will be phased out in 2016 and the standard rate of corporate income tax will decrease starting in 2017, bringing it down to 28% by 2020.

**At the same time, taxes on low-income households will be reduced, starting in 2014.** In 2015, smaller deductions on payslips will increase wage-earners' purchasing power. The gain will be €500 per year for workers earning the minimum wage. **Measures aimed at low-income households will total €5 billion by 2017.**

## An unprecedented savings effort, through sweeping reform of government action

**Compared to the natural rate of growth of expenditure, savings of €50 billion will be needed between 2015 and 2017 to bring government expenditure growth back into line with inflation.** This will enable us to continue cutting deficits without raising taxes.

**This effort will be shared equitably by all general government sectors, in proportion to their share of total government expenditure; it will also be shared by the different generations:**

- **Central government and central government agencies'** share of the savings (€18 billion over three years) will be achieved by increasing efficiency and by improving cost control even more;
- **Local governments,** whose expenditure growth will be brought back into line with inflation, will contribute savings of €11 billion through organisational reform;
- **The health insurance system** will achieve savings of €10 billion by deploying a national health strategy that ensures the quality of care and the level of coverage;
- **The social protection system** will achieve savings of €11 billion through reforms that have already been adopted regarding pensions and family policy, and through future measures, such as efficiency gains and a stabilization of benefits in nominal terms, except for minimum social benefits, for one year.

# Reducing deficits while maintaining our commitments

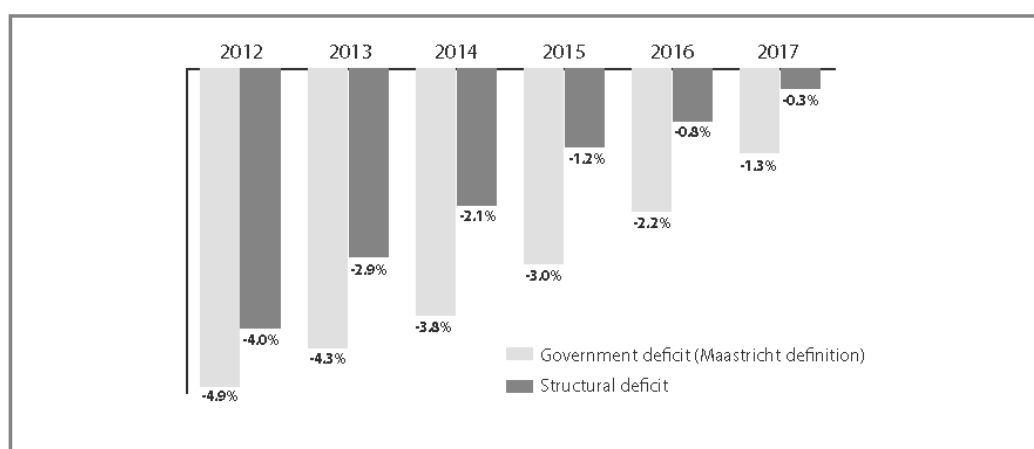
**The 3% target for the deficit in 2015 remains unchanged.** The government deficit needs to be reduced to stabilise and then decrease debt as a share of GDP.

It is also the prerequisite for growth.

Reducing the deficit will ensure that the central government continues to enjoy favourable financing terms, which, in turn, means better terms for businesses that want to invest and create jobs, and for households.

Reducing the deficit will also ensure that France continues to have its say in Europe, and that the most vulnerable countries can count on France to stand by their side.

**The consolidation of our finances started two years ago and will continue until the end of the President's term in 2017:** the structural fiscal balance will be brought close to equilibrium by 2017 by means of an adjustment of 0.8 points per year in 2014 and 2015, followed by an adjustment of 0.5 points per year after that.



## What is the difference between the government deficit and the structural deficit?

*The government deficit corresponds to the share of general government spending (central government, local government and social security funds, including debt service) that is not covered by revenue, which comes mainly from taxes and social security contributions. It is expressed as a percentage of GDP, which means as a share of national wealth.*

*The structural deficit is the government deficit, adjusted for cyclical effects. When growth is weak, certain public expenditures increase, while certain tax revenues (from personal and corporate income taxes) decrease. By correcting for these cyclical effects, we can assess the structural position of public finances. Monitoring the structural deficit provides a more accurate picture of the underlying budgetary situation.*



# With spending under control, taxes will start to come down

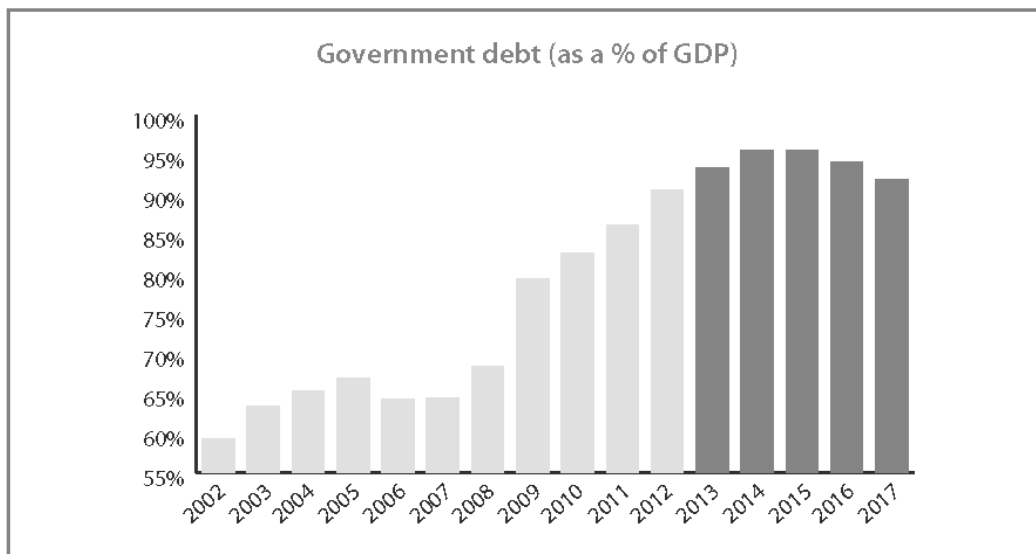
**With the implementation of the Responsibility and Solidarity Pact, and the €50 billion in savings, the share of public expenditure and taxes and social security contributions in GDP will diminish over 2014 -2017.**

Slowing government spending growth to match inflation will reduce public expenditure to 53.5% of GDP in 2017, which was the average level before the crisis.

This choice is challenging and unprecedented. But it will enable us to continue cutting the deficit without raising taxes. The tax burden will be reduced by 0.6 percentage points between 2014 and 2017.

## Reducing debt by the end of the President's term in 2017

Between 2007 and 2012, debt increased from 65% of GDP to more than 90%. And the deficits that we inherited in 2012 were leading inexorably to even greater indebtedness. Thanks to the decisions made to support growth and jobs on the one hand, and to reduce the deficit on the other hand, **debt, which stood at 93.5% of GDP in 2013, will start to come down in 2016.** This reduction, along with smaller deficits, is a strong signal that France is taking control of its future again and reclaiming its financial sovereignty.



April 23<sup>rd</sup> 2014